

Dissuader ou pas

Appliquer les leçons de l'histoire au défi nucléaire iranien

CHERYL M. GRAHAM, PHD*

Depuis l'aube de l'humanité, les hommes se sont efforcés d'améliorer leurs chances de survie en développant divers types d'armements. En outre, les armes les plus efficaces ont été invariablement copiées par ceux qui se sentaient menacés ou intimidés par leur existence. Le président John F. Kennedy choisit cette voie lors de la prédiction qu'il fit en mars 1963 concernant la prolifération des armes nucléaires. À cette époque, seuls les États-Unis, l'Union Soviétique, la Grande-Bretagne et la France disposaient de ces armes mais Kennedy prédit que 15 à 20 autres pays auraient rejoint ce club au milieu des années 1970. Il met en garde qu'un tel développement devrait être considéré comme « le plus grand des dangers et des risques possibles¹ ».

Bien que les craintes de Kennedy ne se matérialisèrent pas, le problème de la prolifération nucléaire horizontale occupe de nouveau une place importante dans l'ordre du jour stratégique international. Depuis, tout comme Kennedy, les dirigeants américains ont cité la prolifération des moyens en armes nucléaires comme le plus grand danger possible pour la sécurité internationale. Lors d'une allocution prononcée en septembre 1993 devant l'assemblée générale de l'ONU, le président Bill Clinton soutint que l'« une de nos priorités les plus pressantes doit être de nous attaquer à la prolifération des armes de destruction massive [ADM], qu'elles soient nucléaires, chimiques ou biologiques² ». Plus récemment, le président Barack Obama avertit que la « prolifération nucléaire au profit d'un nombre croissant d'états » représente la plus grande menace pour les États-Unis et la sécurité mondiale³.

Les inquiétudes quant à l'impact de la prolifération nucléaire sont accentuées par l'incertitude croissante en matière de fiabilité des stratégies de dissuasion, ce

*L'auteur enseigne les relations internationales et les études stratégiques à l'université d'Aberdeen, en Ecosse. En plus de son doctorat, dont la thèse était consacrée aux défis liés au nucléaire dans l'après-guerre froide, elle est titulaire d'un diplôme d'études supérieures spécialisées dans la sécurité au Moyen Orient ainsi que d'une maîtrise de science politique et de relations internationales..

qui conduit certains analystes à mettre en garde contre « la possible démence de nouveaux ennemis nucléaires⁴ ». Le présent article examine le programme nucléaire iranien afin de déterminer si ces inquiétudes sont justifiées, d'évaluer la question de savoir si une guerre préventive est une méthode appropriée ou viable d'élimination de la « menace » nucléaire iranienne et de déterminer si une telle stratégie est préférable à celle de dissuasion. Pour faciliter cette évaluation, des parallèles sont tirés entre le problème nucléaire iranien contemporain et les défis à la prolifération lancés par la Chine dans les années 1960.

Le défi chinois à la prolifération : les leçons du passé

Au début des années 1960, de nombreux membres du gouvernement Kennedy, ainsi que le président lui-même, considéraient les moyens nucléaires potentiels de la Chine comme une grave menace pour la sécurité nationale de l'Occident. Un rapport présenté en juin 1961 par l'instance collégiale des chefs d'état-major conclut que l'« acquisition [par la Chine] de moyens nucléaires... aura un impact sensible sur la position de sécurité des États-Unis et du monde libre, particulièrement en Asie⁵ ». L'attention de Kennedy fut de plus en plus concentrée sur la question nucléaire chinoise à la suite de la crise des missiles cubains et il demanda en janvier 1963 à la CIA de donner la plus haute priorité possible aux renseignements sur les efforts nucléaires de Beijing. L'inquiétude de Kennedy fut renforcée par sa conviction que les Chinois attachaient une moindre valeur à la vie humaine et seraient par conséquent moins sensibles aux menaces dissuasives. On estime que de 15 à 30 millions de Chinois périrent des suites de la mauvaise gestion de Mao Zedong et du programme d'industrialisation rapide du Grand Bond en Avant. S'ajoutant à ces inquiétudes fut le fait que, lorsque Mao lança le programme en 1958, on savait qu'il avait déclaré ouvertement qu'« il se pourrait très bien que la moitié des Chinois doivent périr⁶ ».

Le contexte dans lequel les développements nucléaires de la Chine se déroulèrent influença également très fortement la façon dont le gouvernement Kennedy percevait les menaces. La Chine des années 1960 avait déjà combattu les États-Unis en Corée, attaqué l'Inde et menacé l'Indochine, l'Indonésie et Taiwan. Le président Mao avait déclaré publiquement qu'une guerre nucléaire avec les États-Unis était un scénario qu'il n'y avait pas lieu de craindre. Les Chinois rapportent qu'il déclara « Si le pire devait arriver et que la moitié de l'humanité périssait, l'autre moitié survivrait pendant que l'impérialisme serait rasé et le monde entier deviendrait socialiste⁷ ». Cela, s'ajoutant au soutien apporté par les Chinois aux insurrections fomentées par le Vietcong et les Nord-vietnamiens, signifiait que la Chine présentait au début des années 1960 toutes les caractéristiques de ce qu'on

appelle aujourd'hui un « état voyou ». Nombreux étaient en outre les analystes qui craignaient que la stratégie de dissuasion qui avait évité une guerre nucléaire avec l'Union Soviétique depuis le début de la guerre froide ne puisse être appliquée aux Chinois.

Les responsables américains tenaient à élaborer des mesures destinées à s'attaquer à ce problème et un certain nombre de discussions de haut niveau se déroulèrent à la Maison Blanche à propos du possible emploi de la force militaire pour freiner le programme nucléaire embryonnaire de la Chine. Lors d'une visite à Moscou en juillet 1963, l'ambassadeur Averell Harriman fut chargé d'exploiter la détérioration des relations sino-soviétiques et de soutirer au premier ministre Nikita Khrouchtchev son opinion sur une action américaine potentielle visant à limiter ou empêcher les développements nucléaires chinois. Le sujet fut également évoqué lors d'une visite à Washington cette année-là du fils de Tchang-Kai-Chek, le général Chiang Chin-Kuo. Celui-ci suggéra que les États-Unis soutiennent clandestinement des opérations paramilitaires menées contre les installations nucléaires de Beijing et insista sur le fait que son gouvernement en exil « assumerait la responsabilité politique totale » de toute action⁸.

Parallèlement aux délibérations portant sur la nécessité d'une action militaire préventive contre le programme nucléaire de la Chine, le Comité de formulation des politiques du département d'État procéda à une réévaluation de la notion d'un impact intolérable d'une capacité nucléaire chinoise sur la sécurité de l'Occident. Ce comité, dirigé par Robert Johnson, un spécialiste de la Chine, présenta en octobre 1963 un premier rapport qui minimisa l'importance de la menace militaire posée par les efforts nucléaires chinois. Le comité soutint qu'une action préventive était inutile dans la mesure où le large fossé entre les moyens nucléaires chinois et américains rendait extrêmement improbable l'emploi d'armes nucléaires par la Chine en l'absence d'une attaque directe contre son territoire. Il considérait les ambitions nucléaires chinoises comme un moyen d'acquérir prestige et respect plutôt que de valoriser un dispositif militaire agressif. Johnson présenta ensuite en avril 1964 un rapport qui conclut que « la signification d'une capacité [nucléaire chinoise] n'est pas de nature à justifier des actions qui entraîneraient des coûts politiques ou risques militaires considérables⁹ ». Dans la section finale de ce rapport, Johnson exprima des doutes quant à savoir si une action préventive aurait à long terme l'effet désiré d'interruption des entreprises nucléaires de Beijing, allant plus loin en déclarant que :

Il n'est pas certain que, même après l'achèvement de la couverture photographique initiale du territoire continental, nous aurons quelque chose comme une assurance totale d'avoir identifié toutes les installations nucléaires importantes. Par conséquent, même une action « réussie » pourrait ne pas nécessairement empêcher les communistes chinois de faire exploser un dispositif nucléaire au cours des années qui viennent. Si une attaque est lancée, que

certaines installations échappent à la destruction et que la Chine communiste apporte ensuite la preuve qu'elle continue de produire des armes nucléaires, quelle sera la réaction probable à l'action à moitié ratée américaine ?¹⁰

Iran : le défi contemporain à la prolifération

Les thèmes circulant dans le débat qui règne actuellement à propos de l'impasse nucléaire iranienne sont semblables à ceux qui concernaient Beijing au début des années 1960. Comme lors du défi de prolifération posé par la Chine, une des méthodes proposées pour s'opposer à la menace iranienne consiste à s'engager dans une guerre préventive contre l'infrastructure nucléaire de Téhéran. Lors de discussions sur la façon de faire face au défi nucléaire de l'Iran, des responsables du gouvernement Bush prévenaient fréquemment que toutes les options « restaient sur la table¹¹ ». Bien que le président Obama ait approché le problème nucléaire iranien d'une manière plus conciliante que son prédécesseur républicain, la Maison Blanche continue d'avertir Téhéran que l'emploi de la force n'est pas exclu. En janvier 2009, lorsqu'on lui demanda si des options militaires restaient envisagées, le porte-parole de la Maison Blanche Robert Gibbs répondit, « L'opinion du président reste qu'il doit préserver toutes ses options¹² ».

Les arguments en faveur d'une action militaire préventive contre la République Islamique d'Iran sont couramment avancés dans les milieux universitaires. Norman Podhoretz a soutenu que « si on n'empêche pas l'Iran de développer un arsenal nucléaire, il n'y a aucune alternative à l'emploi de la force militaire¹³ ». Il compare les expressions publiques par Mahmoud Ahmadinejad de son désir d'« effacer Israël de la carte » aux objectifs exposés par Adolf Hitler dans *Mein Kampf* et soutient qu'une incapacité d'employer la force militaire pour arrêter Ahmadinejad dès maintenant est aussi irresponsable que ne pas avoir arrêté Hitler à Munich quand « il aurait pu être vaincu pour un prix infiniment plus bas¹⁴ ».

Bernard Lewis soutient que le concept de destruction mutuelle assurée sera inopérant lorsqu'on l'applique à l'Iran. D'après lui, il n'y a aucune comparaison entre la République Islamique et les autres gouvernements détenteurs d'armes nucléaires à la suite de « ce qui ne peut être décrit autrement que comme la vision apocalyptique du monde des dirigeants iraniens actuels¹⁵ ». Lewis concède qu'une attaque nucléaire directe de l'Occident par l'Iran est peu probable dans l'avenir proche mais maintient qu'Israël a une bonne raison de s'inquiéter d'une telle perspective. Même si une attaque nucléaire iranienne contre Israël entraînerait des pertes inévitables parmi les musulmans palestiniens, Lewis soutient que l'Iran ne sera pas dissuadé par cette perspective. D'après lui, le régime ira même jusqu'à utiliser la formule « Allah reconnaîtra les siens », pour se convaincre qu'il rend en

fait un service aux victimes collatérales musulmanes en « leur offrant un passage rapide au paradis... sans les efforts s'attachant au martyr ». Lewis cite l'acceptation par Al-Qaida de pertes musulmanes importantes lors des attentats de 1998 contre les ambassades américaines au Kenya et en Tanzanie comme preuve de ce phénomène. Il maintient également que le complexe chiite iranien de martyr et de visions apocalyptiques rend tout souci de possibles représailles israéliennes caduc¹⁶. La doctrine religieuse chiite dominante maintient que, après la mort du prophète Mohammed, la direction de la communauté musulmane fut transférée à une succession de 12 imams, de l'Imam Ali au 12^e imam, Muhammad al-Mahdi (né en 868 ap. J-C). Le Mahdi ne mourut pas mais, en 873 ou 874, entra dans ce qu'on connaît comme une période de Petite Occulation. On dit qu'il réapparut brièvement en 940 avant d'entrer dans la Grande Occulation et qu'il ne fera pas son retour avant le jour du Jugement Dernier pour inaugurer un gouvernement islamique mondial incorruptible et juste¹⁷. Alors qu'il n'existe aucune prédiction théologique précise quant à la date de ce jour du Jugement Dernier, on croit généralement qu'il arrivera à un moment où le monde sera tombé dans le chaos. Il conclut que, pour les gens ayant cette mentalité, « la destruction mutuelle assurée ne constitue pas une entrave mais un encouragement¹⁸ ».

Il est clair qu'il existe des similitudes entre les inquiétudes exprimées aujourd'hui à l'égard des intentions nucléaires iraniennes et celles qui circulaient à propos de la perspective d'une Chine dotée d'armes nucléaires dans les années 1960. Les problèmes associés à une action militaire préventive destinée à freiner les efforts nucléaires de Téhéran ressemblent également de près à ceux qui avaient été identifiés vis-à-vis de la Chine. En premier lieu, il est extrêmement improbable que de tels efforts éliminent *définitivement* la menace nucléaire. Le consensus général est que, alors que des attaques préventives retarderont probablement le programme iranien, elles n'empêcheraient pas sa relance. En Décembre 2008, le magazine *The Atlantic* collabora avec le colonel en retraite de l'armée de l'Air Sam Gardiner dans une série de jeux de guerre focalisés sur l'Iran. Après avoir examiné minutieusement l'implantation et les caractéristiques physiques de l'infrastructure nucléaire de l'Iran et un éventail de possibles options militaires, Gardiner conclut qu'il n'existait aucune solution militaire *définitive* aux problèmes posés par l'Iran¹⁹. Il est également très probable qu'une action préventive servirait de catalyseur à une montée du nationalisme persan et donnerait au régime l'élan nécessaire pour reprendre ses efforts nucléaires avec une vigueur redoublée. Vue dans cette perspective, une action militaire renforcerait la perception d'un Occident perpétuellement hostile et la croyance selon laquelle des armements nucléaires sont essentiels pour dissuader une agression occidentale²⁰.

Il est important de ne pas oublier qu'une action préventive serait considérée comme un acte de guerre et il est raisonnable de présumer que la République Islamique riposterait. Un possible scénario se rapporte à la capacité de Téhéran de manipuler son influence politique et militaire en Irak pour saper l'effort de guerre et la stabilité générale de la région. En dépit de la croyance selon laquelle pratiquement tous les organismes de renseignement et d'action clandestine de Téhéran se sont assurés des sources d'influence dans l'Irak de l'après-Saddam, il est clair que les activités des Iraniens y ont été plus récemment limitées²¹. Les 2008 *Country Reports of Terrorism* préparés par le département d'État américain reconnut que, alors que le terrorisme « commis par des groupes armés irréguliers recevant des armes et un entraînement de l'Iran continuaient à mettre en danger la sécurité et la stabilité de l'Irak... les incidents aussi violents furent considérablement moins nombreux que l'année précédente²² ». Bien que l'Iran ait réduit son soutien à la milice irakienne, ce soutien pourrait s'intensifier nettement à la suite d'une attaque préventive.

L'argument en faveur de la dissuasion

Compte tenu des coûts prévus et des avantages discutables des options militaires préventives, on doit reconnaître que la seule justification convaincante pour déclencher une autre guerre au Moyen Orient serait le cas où il y aurait une bonne raison de croire que les autorités de Téhéran sont fondamentalement impossibles à dissuader. Heureusement, les prédictions pessimistes quant à un désir des ayatollahs de déclencher un Armageddon nucléaire ont peu de chances de se matérialiser. Même si les déclarations d'Ahmadinejad concernant la destruction d'Israël sont inexcusables, elles n'indiquent pas une propension au suicide nucléaire. Ceux qui prétendent le contraire ignorent le fait que de telles provocations ont fait partie du discours politique iranien depuis la révolution de 1979 et ne sont pas symptomatiques d'ambitions nucléaires élargies²³. Le discours provocateur d'Ahmadinejad lui permet également de tirer des avantages politiques en ce sens qu'il ébranle son opposition réformiste qu'il peut accuser de rechercher un rapprochement avec un Occident hostile et menaçant²⁴. Il est également intéressant de noter qu'un tel langage n'est pas propre à l'Iran. Pendant la guerre froide, on s'en souvient, Nikita Khrouchtchev promit un jour d'« enterrer l'Amérique », alors que Ronald Reagan déclara que l'Union Soviétique finirait sur le « tas d'ordures de l'histoire ».

D'éventuelles attaques nucléaires iraniennes contre Israël ne sont pas stratégiquement *impossibles* mais il y a un certain nombre de raisons qui militent contre cette échéance. Bernard Lewis maintient que le régime iranien ne sera pas dissuadé par le fait qu'une attaque nucléaire contre Israël entraînerait également la

mort d'un nombre incroyable de Palestiniens et de citoyens musulmans des états voisins. Lewis ne parvient toutefois pas à admettre que le plus grand défenseur des Palestiniens, que l'Iran se dit être, est une image qu'il poursuit avec vigueur depuis la révolution de 1979. L'acceptation par toute autorité iranienne de lourdes pertes parmi les musulmans est tout simplement incompatible avec cette préoccupation exprimée de longue date à l'égard des Palestiniens²⁵. La pertinence de sa comparaison entre une attaque nucléaire iranienne potentielle contre Israël et les attentats à la bombe perpétrés en 1998 par Al-Qaida contre les ambassades en Afrique est également discutable. L'idéologie d'Al-Qaida a exploité des concepts islamiques tels que la *takfir* et le *djihad* pour justifier le meurtre d'autres musulmans. Les dirigeants iraniens ne partagent pas cette vision extrémiste et il est par conséquent douteux qu'ils considèrent des pertes musulmanes collatérales comme acceptables au motif qui leur aurait été assuré « un passage rapide au paradis ». Il est également probable que la perspective de dégâts infligés à la ville sainte de Jérusalem (troisième dans l'ordre des lieux saints de l'Islam) dissuadera l'Iran de déclencher un conflit nucléaire avec Israël.

Même si les Iraniens avaient une confiance suffisante pour déclencher des attaques nucléaires contre Israël sans causer des dégâts à Jérusalem ni mettre en danger un nombre disproportionné de civils musulmans, il y a lieu de rester optimiste quant aux perspectives de la dissuasion. Une étude menée en novembre 2007 pour le compte du *Center for Strategic and International Studies* – CSIS estima l'arsenal nucléaire israélien à plus de 200 armes à fission dopée et thermonucléaires, dont la plupart ont une puissance de 20 à 100 kilotonnes et certaines atteignent une mégatonne²⁶. Dans un échange nucléaire hypothétique, ces armes de grande puissance, combinées à des vecteurs précis, donneraient aux Israéliens l'option de frapper toutes les principales villes iraniennes tout en conservant une capacité de deuxième frappe pour garantir qu'aucun état arabe ne pourrait profiter de la distraction militaire causée par une frappe nucléaire iranienne²⁷. La flotte d'au moins trois sous-marins de la classe *Dolphin* armés de missiles nucléaires dont dispose Israël donne également à l'État juif une capacité de deuxième frappe qui infirmerait tout effort de la part de Téhéran d'exécuter une frappe de décapitation et d'éliminer la capacité israélienne de représailles. Enfin, à part la crédibilité des moyens israéliens de dissuasion, les Iraniens doivent également prendre en considération les implications des garanties américaines de sécurité au profit d'Israël. Lors de la campagne présidentielle de 2008, celle qui était alors sénateur et est aujourd'hui secrétaire d'État, Hillary Clinton, avertit que si l'Iran venait à « envisager de lancer une attaque contre Israël, nous serions capables de les anéantir totalement²⁸ ». Même si la crédibilité d'une telle menace est discutable, les obligations américaines de défense

envers Israël constituent néanmoins un facteur que les dirigeants iraniens devront prendre au sérieux.

Même si le régime iranien devait en théorie être découragé par des menaces dissuasives crédibles s'appuyant sur des moyens de deuxième frappe suffisants, Lewis a averti que l'idéologie religieuse chiite dominante de l'Iran encouragera les dirigeants à se réjouir de représailles et de destructions punitives comme moyen de précipiter le retour du Mahdi. De tels arguments peuvent être de nature à faire la une des journaux mais ils ne reflètent pas le véritable caractère de la conduite internationale de l'Iran. Malgré les exemples fréquents de grandiloquence d'inspiration idéologique, le régime iranien s'est comporté d'une manière stratégiquement calculatrice et rationnelle depuis la révolution de 1979. Lorsque l'Irak envahit l'Iran en 1980, le régime islamique proféra une série de macabres promesses à faire figer le sang dans les veines en dévoilant une stratégie de martyr et, si nécessaire, de combattre jusqu'au dernier homme. Toutefois, lorsque le déroulement de la guerre indiquait que l'Iran n'avait aucune chance de vaincre, l'Ayatollah Khomeiny mit fin au conflit. Dans une allocution publique prononcée le 20 juillet 1988, Khomeiny déclara que, bien qu'il aurait trouvé « plus tolérable d'accepter la mort et le martyr », sa décision était « basée uniquement sur les intérêts de la République Islamique²⁹ ». Cette déclaration mit fin à huit ans de guerre de l'Iran contre l'Irak et rassura quant à l'avenir probable de la prise de décision en Iran. Le fait que Khomeiny, qui a été décrit comme le plus extrémiste de tous, s'inclina devant la réalité et l'intérêt national au lieu d'embrasser le martyr indique que les dirigeants iraniens sont capables de faire des calculs rationnels et stratégiques.

L'approche iranienne de l'effort de la coalition sous direction américaine visant à chasser les Taliban du pouvoir en Afghanistan offre encore un autre exemple de la volonté du régime de laisser des principes réalistes prendre le pas sur les tendances idéologiques. Le gouvernement iranien et les Taliban entretenaient des rapports d'hostilité réciproque bien avant les événements du 11 septembre 2001 et l'opération *Enduring Freedom*. L'animosité envers le régime afghan avait comme origine sa mouvance en un mouvement sunni radical ainsi que ses associations étroites avec les forces armées et les services de renseignement du Pakistan. Influencé par son orgueil proprement perse et sa stature d'État islamique, l'Iran considérait également les Taliban comme des « paysans réactionnaires » souillant l'image de l'Islam. Cette hostilité était encore exacerbée par la persécution de la minorité chiite d'Afghanistan et les retombées du trafic de drogue et de l'instabilité au travers des frontières de l'Iran³⁰. Cette histoire d'hostilité conduisit après le 11 septembre à une remarquable harmonie d'intérêts entre les États-Unis et l'Iran. En dépit d'une hostilité de longue date envers les États-Unis, le gouvernement iranien, appliquant le principe selon lequel « l'ennemi de mon ennemi est mon

ami », apporta une aide considérable à l'effort militaire dirigé par les Américains en Afghanistan. Il joua un rôle actif et constructif dans le processus de Bonn, qui créa le nouveau gouvernement central à Kaboul et fut l'un des premiers à reconnaître officiellement le régime d'après-conflit du président Hamid Karzai³¹.

Globalement, malgré la façon dont l'Iran est souvent dépeint, l'historique du comportement pragmatique examiné plus haut indique que le régime est prêt à donner la priorité à des considérations réalistes d'intérêt national plutôt qu'à l'idéologie révolutionnaire et religieuse. Cela suggère fortement qu'il est extrêmement douteux qu'un Iran disposant d'armes nucléaires attaquera Israël sans tenir compte des conséquences ou que les mollahs déclencheront délibérément un Armageddon nucléaire pour précipiter le retour du Mahdi. Bien qu'il soit impossible de prouver avec une certitude absolue la façon dont l'Iran agira dans l'avenir, son comportement passé sape les arguments présentés par Lewis contre la compatibilité de la dissuasion avec l'idéologie islamique.

Compte tenu de sa réputation de parrainage du terrorisme, il est normal que certains analystes aient attiré l'attention sur la possibilité que l'Iran transfère des armes, des matières ou du savoir-faire nucléaires à des acteurs non étatiques. L'une des plus grandes inquiétudes de l'après-11 septembre est que le terrorisme pourrait s'intensifier jusqu'au niveau nucléaire et qu'un transfert opéré d'un état détenteur d'armes nucléaires à un client terroriste est une des façons dont ce scénario cauchemardesque pourrait se dérouler. Comme le firent ressortir les 2005 *Country Reports on Terrorism* :

Les états parrainant le terrorisme font planer une grave menace de terrorisme par ADM... L'Iran représente une source particulière d'inquiétude, compte tenu de son parrainage actif du terrorisme et de sa poursuite du développement d'un programme nucléaire... Comme d'autres états parrainant le terrorisme et poursuivant des programmes d'ADM, l'Iran pourrait apporter son soutien à des organisations terroristes cherchant à acquérir des ADM³².

Bien qu'il soit possible d'imaginer que l'Iran pourrait transférer des armes nucléaires à l'un de ses nombreux clients terroristes, il y a très peu de chances que cela se produise pour un certain nombre de raisons. Tout d'abord, il est *extrêmement* improbable qu'un état *quel qu'il soit*, indépendamment de ses penchants idéologiques, laisserait délibérément des armes nucléaires tomber dans les mains d'acteurs qu'il ne contrôle pas directement, simplement par crainte de voir ces armes être éventuellement retournées contre lui. Il faut également noter que l'Iran est notoirement lié à toutes sortes de factions islamistes et de groupes laïques radicaux³³. Bien que ces liens soient inexcusables, le fait qu'ils existent avec des groupes de tendances idéologiques et politiques diverses indique que le rôle joué par l'Iran est motivé par des intérêts laïques et nationaux plutôt que par des préférences radicales. Les 2008 *Country Reports on Terrorism* caractérise également

l'utilisation de clients terroristes par l'Iran comme un moyen de promouvoir « ses intérêts essentiels en matière de *sécurité nationale* et de *politique étrangère* » sans faire mention de fidélités religieuses ou idéologiques³⁴ (c'est moi qui souligne).

D'autres alarmistes du terrorisme nucléaire se déclarent très préoccupés par le fait que l'Iran pourrait être tenté d'utiliser un de ses nombreux clients terroristes pour exécuter une attaque nucléaire anonyme contre un de ses ennemis³⁵. Les partisans de cet argument négligent toutefois le fait que presque toutes les matières nucléaires laissées par une explosion permettent à une enquête scientifique de déterminer l'origine des armes nucléaires utilisées. Dans la mesure où les matières de qualité militaire ne se trouvent pas dans la nature, les matières analysées au lendemain d'une explosion contiendront certaines signatures physiques, chimiques, élémentales et isotopiques qui fourniront à leur tour des indices quant à l'origine de l'arme, rendant l'anonymat impossible³⁶. Les moyens d'attribution ont été complétés par des menaces dissuasives exprimées clairement par les gouvernements occidentaux. En octobre 2006, après un essai nucléaire nord-coréen, le président Bush déclara que le « transfert d'armes ou de matières nucléaires » à des terroristes « serait considéré comme une menace grave » et que la Corée du Nord serait tenue pour « entièrement responsable » d'une telle action³⁷. Dans une allocution prononcée en février 2008 à Stanford University, le conseiller pour les questions de sécurité nationale Stephen Hadley élargit cette menace pour lui donner une portée universelle, déclarant que « Les États-Unis tiendront tout état, groupe terroriste ou autre acteur non étatique pour entièrement responsable en cas de soutien ou d'encouragement d'efforts terroristes en vue d'obtenir ou d'utiliser des armes de destruction massive, que ce soit en favorisant ou finançant de tels efforts, ou en leur offrant une assistance technique ou un refuge³⁸ ». Bien que le président Obama n'ait encore fait aucune référence comparable à l'Iran, en mai 2007, celui qui était encore le sénateur Joseph Biden écrivit que « Nous devons bien faire comprendre à l'avance que nous tiendrons pour responsable tout pays qui contribue à une attaque nucléaire terroriste, que ce soit en assistant directement des terroristes nucléaires en puissance ou en négligeant délibérément sa responsabilité de sécurisation des armes nucléaires ou des matières nucléaires de qualité militaire présentes sur son territoire³⁹ ». À moins d'un renversement complet de la réflexion stratégique, il est probable que les États-Unis conserveront cette position de dissuasion élargie, malgré les gestes de conciliation d'Obama envers l'Iran.

Lorsqu'on examine les implications de la prolifération nucléaire, il est important de réfléchir aux facteurs qui encouragent les états à franchir le seuil nucléaire. Les états acquièrent-ils des armes nucléaires pour faciliter une agression ou y a-t-il des incitations à la prolifération horizontale plus pacifiques axées sur la défense ?

Lorsqu'on répond à cette question, il est possible d'identifier d'autres parallèles entre le problème nucléaire iranien actuel et le défi chinois des années 1960. Les Chinois caressèrent l'idée de la recherche nucléaire à la fin des années 1940 mais ce ne fut qu'après le déclenchement de la guerre de Corée que l'importance des armes nucléaires pour faire contrepoids aux États-Unis reçut une totale attention. La guerre sur la péninsule coréenne fut au cœur de la campagne pour la présidence de Dwight Eisenhower en 1952, dans laquelle il s'engagea à résoudre le conflit coréen. Il avertit les Chinois que si les négociations d'armistice échouaient, il serait prêt à intensifier la guerre et fit publiquement allusion à l'emploi possible d'armes nucléaires contre Beijing⁴⁰. Cette perception d'un « chantage nucléaire » américain fut renforcée pendant la crise du détroit de Taiwan en 1955 lorsque le secrétaire d'État Dulles avertit que les États-Unis étaient prêts à recourir à la force pour empêcher la conquête communiste de Taiwan et que Washington avait l'intention de s'engager à défendre l'île⁴¹.

Comme la Chine des années 1960, il est probable que le régime iranien pense à la puissance militaire des États-Unis avec une vive inquiétude. Les États-Unis ont actuellement des forces militaires stationnées en Irak, en Afghanistan, dans plusieurs états du Golfe, en Asie du Sud et en Turquie. Bien que l'éviction de Saddam Hussein ait amélioré la situation de sécurité *réelle* de l'Iran, elle confirma également les craintes iraniennes croissantes d'encerclement stratégique. Les autorités de Téhéran s'inquiétèrent non seulement d'une possible prise de l'Iran en sandwich entre deux états clients des États-Unis mais également de la possibilité d'un encouragement par le changement de régime en Irak d'ambitions américaines comparables vis-à-vis de l'Iran. Il est également vraisemblable que les dirigeants iraniens ont tiré des enseignements importants de la façon dont les États-Unis firent face aux défis de prolifération lancés respectivement par la Corée du Nord et l'Irak. Il est probable qu'ils pensent que les États-Unis répugnent à affronter militairement les états qui ont acquis une capacité nucléaire mais qu'ils se montrent plus agressifs et favorisent un changement de régime dans les états qui ont manifesté des ambitions nucléaires. Vue dans cette perspective, la notion selon laquelle les armes nucléaires sont nécessaires stratégiquement pour garantir la survie du régime et l'intégrité du territoire est compréhensible⁴².

Comme indiqué plus haut, le rapport présenté par le Comité de formulation des politiques en octobre 1963 identifia les armes nucléaires chinoises comme un moyen d'acquérir du prestige plutôt que de faciliter l'agression. Il est d'ailleurs notoire que Mao considérait la capacité indépendante de la Chine de mobiliser et d'engager ses armées sur une échelle égale sinon supérieure comparée aux autres états comme faisant partie intégrante de l'indépendance souveraine de la Chine. En 1958, il aurait informé ses principaux collègues que, sans moyens nucléaires,

« les autres pensent que ce que nous disons n'a aucune importance⁴³ ». Il y a lieu de penser que le désir de prestige et de respect international stimule les efforts nucléaires iraniens. L'opinion générale parmi les dirigeants religieux du pays est que la République Islamique représente l'Islam révolutionnaire et protège les Musulmans opprimés du monde entier. Ils croient par conséquent que le destin de la communauté islamique internationale dépend de la capacité de l'Iran de développer des moyens militaires lui permettant de protéger et de promouvoir les intérêts de cette communauté. Dans une allocution prononcée en avril 2006 devant le Conseil suprême de la révolution culturelle, son secrétaire, Hassan Rohani, mit l'accent sur ce point : « C'est bon pour notre réputation internationale et cela montre que nous avons accompli des progrès technologiques solides et avons connu le succès dans le domaine de la technologie. Cette affirmation va avoir beaucoup d'effet et d'importance⁴⁴ ». Son discours indiqua également qu'il se peut que les Iraniens considèrent l'acquisition d'armes nucléaires comme un moyen d'obliger les autres états au dialogue. Rohani fit remarquer que « le monde ne voulait pas que le Pakistan ait une bombe atomique ni que le Brésil acquière le cycle de combustible nucléaire mais le Pakistan construisit sa bombe et le Brésil obtint son cycle, et le monde commença à collaborer avec eux. Notre problème est que nous n'en sommes pas encore là mais nous sommes sur le seuil⁴⁵.

Perspectives – Appliquer les leçons de prolifération du passé

Le rapport présenté en 1963 par le Comité de formulation des politiques soutenait qu'une capacité nucléaire chinoise ne modifierait pas fondamentalement l'équilibre des forces militaires en Asie. Il déclarait que l'asymétrie considérable des moyens nucléaires américains et chinois rendait un recours en premier à l'arme nucléaire par les Chinois « hautement improbable, sauf en cas d'attaque contre le territoire continental menaçant l'existence du régime ». Il soutenait également que des moyens nucléaires n'affecteraient pas la « prudence chinoise quant à l'emploi de la force militaire » et, au contraire, « pourrait inciter les communistes chinois à plus de prudence ». Pour terminer, le rapport insistait sur le besoin pour les États-Unis de maintenir un équilibre approprié entre des menaces de représailles nucléaires crédibles et une « capacité clairement visible de faire face... à une agression communiste » dans leurs relations avec une Chine dotée d'armes nucléaires. Cela était considéré comme essentiel pour rassurer les alliés asiatiques des États-Unis quant à la volonté de ceux-ci de répondre à tous les niveaux d'agression chinoise dans la région⁴⁶.

Le 16 octobre 1964, un an après la remise du rapport, Beijing annonça l'explosion de son premier dispositif atomique. Le gouvernement chinois déclara

également que l'acquisition de moyens nucléaires était entièrement motivée par des considérations défensives et la volonté de rompre le monopole nucléaire des deux superpuissances. Il insista également sur l'importance de l'abolition définitive des armes nucléaires⁴⁷. De fait, cette déclaration confirmait la prédiction du département d'État selon laquelle Beijing agirait comme une puissance nucléaire responsable. Bien qu'il soit impossible de prédire avec certitude ce que sera le comportement de l'Iran s'il franchit le seuil nucléaire, les questions examinées dans le présent article indiquent qu'il se comporta lui aussi d'une façon pragmatique. Le fait que le Guide de la révolution, l'ayatollah Ali Khamenei, se soit récemment référé aux armes nucléaires comme « un symbole de destruction dont l'emploi est défendu » est également rassurant⁴⁸.

En réponse à l'essai nucléaire chinois de 1964, le président Lyndon B. Johnson fit promptement la déclaration suivante :

Cette explosion n'a pas surpris le gouvernement des États-Unis. La planification de notre propre programme de défense et de notre propre capacité nucléaire en a tenu pleinement compte. Il convient de ne pas en surestimer la signification militaire.

Encore plus fondamental est le fait que si et quand les communistes chinois développent des systèmes d'armes nucléaires, la puissance nucléaire du monde libre continuera, bien entendu, d'être largement supérieure.

Les États-Unis réaffirment leurs engagements de défense en Asie. Même si la Chine communiste devait finir par développer une réelle capacité nucléaire, cette capacité n'affecterait en rien la volonté des États-Unis de répondre aux demandes d'aide des pays asiatiques en cas d'agression communiste chinoise⁴⁹.

Les États-Unis ne devraient pas négliger l'importance de l'expérience de prolifération chinoise des années 1960 pour faire face au défi contemporain que pose l'Iran. Les moyens nucléaires de la Chine ne créèrent pas les problèmes militaires intolérables qu'avait prévus le président Kennedy mais pourraient bien en fait avoir facilité le rapprochement entre les deux pays⁵⁰. Mao Zedong était en outre un personnage beaucoup plus impitoyable et révolutionnaire que le président iranien Mahmoud Ahmadinejad. Mao soutint activement des insurrections anti-occidentales dans le monde entier, laissa des millions de ses compatriotes périr lors de ses tentatives ineptes de réforme et déclara même ouvertement qu'il était prêt à détruire la moitié du monde pour faire triompher le communisme. En dépit de ces antécédents, l'instinct de conservation et le désir de survie nationale ont vu une Chine dotée d'armes nucléaires être dissuadée avec succès pendant plus de 40 ans.

Cemme ce fut le cas avec la Chine dans les années 1960, si l'Iran franchit le seuil nucléaire, il y aura une gigantesque asymétrie entre les moyens nucléaires de Téhéran et ceux de Washington. Les États-Unis et Israël ont tous deux la capacité

d'infliger ce qu'on ne peut décrire comme des dommages inacceptables à l'Iran en représailles contre son premier recours à l'arme nucléaire. Toutefois, lorsqu'un nouvel état entre dans le club nucléaire, il est *essentiel* que des relations de dissuasion soient rapidement établies. En 1964, le président Johnson *communiqua* aux Chinois une menace *crédible* parce que les États-Unis avaient une *capacité* nucléaire « infiniment plus grande » et qu'ils étaient prêts, si nécessaire, à employer la force pour répondre à une agression chinoise. Cette menace définit les paramètres de relations de dissuasion qui ont été couronnées de succès pendant plus de quatre décennies et devraient offrir des lignes directrices utiles au gouvernement américain actuel. Il est clair que le président Obama s'efforce d'établir des rapports avec les Iraniens et de les dissuader de poursuivre leurs ambitions d'armement nucléaire. Si ces mesures destinées à interrompre le programme nucléaire échouent, elles auront au moins servi à établir le cadre dans lequel les menaces dissuasives peuvent être communiquées. Il serait judicieux pour le président Obama de s'inspirer de certains éléments les plus péremptoirs du discours de son prédécesseur, George W. Bush. Il devrait bien faire comprendre que les États-Unis s'engagent à répondre à toute agression iranienne, qu'elle soit directe ou indirecte, et faire en sorte qu'ils conservent les moyens de rendre les menaces dissuasives crédibles. À long terme, un Iran doté d'armes nucléaires pourrait même encourager une politique étrangère plus prudente de la part de Téhéran et ouvrir la voie à un engagement plus équilibré et constructif avec l'Occident.

Notes

1. Président John F. Kennedy, conférence de presse 52, auditorium du département d'État, Washington, DC, 21 mars 1963, *John F. Kennedy Presidential Library and Museum*, http://www.jfklibrary.org/Historical+Resources/Archives/Reference+Desk/Press+Conferences/003POFO5Pressconference52_03211963.htm.
2. Cité in « *Counterproliferation Initiative, Presidential Decision Directive PDD/NSC 18, December 1993* », consulté le 23 janvier 2012, <http://www.fas.org/irp/offdocs/pdd18.htm>.
3. CAPACCIO, Anthony et JOHNSTON, Nicholas, « Obama Nuclear Policy Focuses on Terrorism Threat », *Bloomberg News Bulletin*, 7 avril 2010, <http://www.bloomberg.com/apps/news?pid=20601070&sid=apXunD6dMZJE>.
4. Expression employée par le sénateur Thad Cochran (Républicain, Mississippi) lors du débat sur la loi d'autorisation des dépenses de défense nationale pour l'exercice 1996, 6 septembre 1995, <http://www.fas.org/spp/starwars/congress/1995/s950906a.htm>.
5. Mémoire de l'instance collégiale des chefs d'état-major au secrétaire à la Défense Robert McNamara, 26 juin 1961, in *Foreign Relations of the United States, 1961-1963*, vol. 22, *China; Korea; Japan*, doc. 36, US Department of State, Office of the Historian, consulté le 23 janvier 2012, <http://history.state.gov/historicaldocuments/frus1961-63v22/d36>.
6. KRISTOF, Nicholas D., « Mao: The Real Mao », *New York Times*, 23 octobre 2005, <http://www.nytimes.com/2005/10/23/books/review/23cover.html?pagewanted=print>
7. FOOT, Rosemary, *The Practice of Power: US Relations with China Since 1949*, Oxford, Royaume Uni : Oxford University Press, 1997, p. 175.
8. Mémoire de William E. Colby à McGeorge Bundy, assistant spécial du président, 19 septembre 1963, p. 2, consulté le 23 janvier 2012, <http://www.gwu.edu/~nsarchiv/NSAEBB/NSAEBB38/document9.pdf>.
9. « *An Exploration of the Possible Bases for Action against the Chinese Communist Nuclear Facilities* », document préparé au sein du Comité de formulation des politiques, Washington, DC, 14 avril 1964, Global Security .org, http://www.globalsecurity.org/wmd/library/report/other/frus_30_025.htm.

10. *Id.*
11. « Bush Warns Iran of 'all options' », *BBC News*, 11 juin 2008, <http://news.bbc.co.uk/1/hi/world/europe/7447428.stm>. Des délibérations sur la guerre préventive furent également rendues publiques par les autorités israéliennes. Lors d'un symposium réuni à Herzliya en février 2009, le ministre de la Défense, Ehud Barak, déclara que « la politique d'Israël est claire : nous conservons toutes nos options quant au programme nucléaire de l'Iran ». ILANI, Ofri, « Barak: Time Needed to Deal with Iran Slipping through Our Fingers », *Haaretz*, 25 février 2009, <http://www.haaretz.co.il/hasen/spages/1066855.html>.
12. BALDWIN, Tom, « US Pours Cold Water over Hopes of Iran Deal », *Times*, Londres, 30 janvier 2009, http://www.timesonline.co.uk/tol/news/world/middle_east/article5614805.ece.
13. PODHORETZ, Norman, « The Case for Bombing Iran », *Commentary*, juin 2007, p. 21, <http://www.commentarymagazine.com/viewarticle.cfm/the-case-for-bombing-iran-10882>.
14. *Id.*, p. 20. Podhoretz n'est pas le seul à comparer ces deux leaders. En avril 2009, le président de la Knesset, Reuven Rivlin, établit la même analogie, déclarant que « la haine exprimée par le président de l'Iran est un avertissement à toute l'humanité [que] le monde [avait] assisté au retour d'Adolf Hitler ». Il poursuit en disant que, bien que « cette fois-ci, il porte une barbe et parle farsi... [ses] paroles sont les mêmes, les aspirations sont les mêmes et la détermination de trouver les armes permettant de satisfaire ces aspirations est la même détermination menaçante », « The New Hitler Speaks Persian », *Haaretz*, 21 avril 2009, <http://www.haaretz.com/hasen/spages/1079945.html>.
15. LEWIS, Bernard, « At War: Does Iran Have Something in Store? », *Wall Street Journal*, 22 août 2006, <http://www.opinionjournal.com/extra/?id=110008768>.
16. *Id.*
17. ALFONEH, Ali, « *Ahmadinejad versus the Clergy* », American Enterprise Institute for Public Policy Research, août 2008, p. 1, http://www.aei.org/docLib/20080820_No523414MEOg.pdf. Le cinquième imam chiite prédit dans un Hadith que, lors du retour du Mahdi, « comme Mohammed, le messager de Dieu, il détruira tout ce qui existait auparavant et fera renaître l'Islam ». Dans d'autres Hadiths, il est déclaré que le Mahdi fera périr les deux tiers de la population mondiale afin de « débarrasser la terre des incroyants et des dénégateurs ». Cité dans KHALAJI, Mehdi, *Apocalyptic Politics: On the Rationality of Iranian Policy*, Policy Focus n° 79, Washington : Washington Institute for Near East Policy, janvier 2008, pp. 3-4, <http://www.washingtoninstitute.org/pubPDFs/PolicyFocus79Final.pdf>.
18. LEWIS, « *Something in Store ?* ».
19. FALLOWS, James, « Will Iran Be Next? », *Atlantic*, décembre 2004, <http://www.theatlantic.com/doc/200412/fallows>.
20. Des enquêtes menées par l'AIEA ont fait remonter les activités nucléaires clandestines de l'Iran à 1985. D'après Patrick Clawson et Michael Eisenstadt, cela suggère que « l'Iran a été engagé moins dans une course que dans une marche nonchalante au nucléaire ». Ils partagent l'inquiétude de voir une possible action militaire préventive renverser cette tendance et inciter les dirigeants iraniens à donner au programme une plus grande priorité que celle dont il jouissait précédemment. CLAWSON, Patrick et EISENSTADT, Michael, *The Last Resort: Consequences of Preventive Military Action against Iran*, Policy Focus n° 84, Washington : Washington Institute for Near East Policy, juin 2008, p. 6, <http://www.theisraelproject.org/atf/cf/%67B84DC5887-741E-4056-8D91-A389164BC94E%7D/POLICYFOCUS84.PDF>. Clawson et Eisenstadt font également remarquer que, quand l'Irak attaqua l'Iran par des raids aériens sur Téhéran et les autres villes principales en 1980, cela conduisit la population à se rallier à la cause du régime et même le fils de l'ancien Chah à s'offrir pour combattre (son offre fut rejetée). *Id.*, p. 8.
21. House, *The Threat from Iran: Prepared Testimony of Kenneth M. Pollack, Senior Fellow and Director of Research, the Saban Center for Middle East Policy at the Brookings Institution, House Armed Services Committee*, 109e Cong., 1e sess., 29 septembre 2005, p. 6, <http://www.brookings.edu/views/testimony/pollack/20050929.pdf>
22. *Country Reports on Terrorism 2008*, département d'État, services de Coordinateur pour le contre-terrorisme, avril 2009, pp. 116, <http://www.state.gov/documents/organization/122599.pdf>.
23. D'après Mehdi Khalaji, le discours anti-israélien apparut en Iran pour la première fois dans les années 1940 chez les Fadaeyeen-e Islam, un groupe intégriste islamique engagé dans l'élimination des « ennemis de Dieu ». KHALAJI, *Apocalyptic Politics*, p. 24,
24. BAR, Shmuel, MACHTIGER, Rachel et BACHAR, Shmuel, « *Iranian Nuclear Decision Making under Ahmadinejad* », document préparé pour la huitième conférence d'Herzliya sur l'équilibre de la sécurité nationale d'Israël, 20-23 janvier 2008, (projet), p. 16, <http://www.herzliyaconference.org/Uploads/2814ShmuelBarIranianAhmadinejad.pdf>.
25. TERRILL, Andrew, « Deterrence in the Israeli-Iranian Strategic Standoff », *Parameters*, printemps 2009, pp. 85-86.
26. CORDESMAN, Anthony H., « *Iran, Israel and Nuclear War* », présentation PowerPoint au Centre d'études stratégiques et internationales, novembre 2007, cliché 6, http://www.csis.org/media/csis/pubs/071119_iran.is&nuclearwar.pdf.
27. *Id.*
28. TAPPER, Jake, « Pennsylvania's Six Week Primary Ends Tonight », *ABC News*, 22 avril 2008, <http://abcnews.go.com/WN/Vote2008/story?id=4698059>.
29. SIMPSON, John et SCHUBERT, Tira, *Lifting the Veil: Life in Revolutionary Iran*, Londres : Hodder & Stoughton, 1995, p. 305.
30. BRZEZINSKI, Zbigniew et GATES, Robert, *Iran: Time for a New Approach; Report of an Independent Task Force Sponsored by the Council on Foreign Relations*, Washington : Council on Foreign Relations, 2004, p. 27, http://www.cfr.org/content/publications/attachments/Iran_TF.pdf.

31. *Id.*, pp. 27–28.
32. *Country Reports on Terrorism 2005*, Washington : département d'État, services du coordinateur pour le contre-terrorisme, avril 2006, p. 173, http://www.npr.org/documents/2006/apr/state_dept_terrorism_report.pdf.
33. Parmi les groupes islamistes figurent Hezbollah, HAMAS, le Jihad Islamique Palestinien et les militants islamiques d'Afghanistan. Le Front Populaire pour la Libération de la Palestine, le Parti des Travailleurs Kurdes et les milices irakiennes figurent parmi les radicaux laïques soutenus par l'Iran. Les groupes anti-israéliens tels que Hezbollah et HAMAS servent également d'intermédiaires au régime iranien pour alimenter le conflit israélo-arabe et détourner ainsi l'attention dont il fait lui-même l'objet.
34. *Country Reports on Terrorism 2008*, p. 10.
35. Scott Sagan attire l'attention sur cette possibilité lors de la conférence de Herzliya, en Israël, en février 2009, http://iis-db.stanford.edu/pubs/22412/Sagan_talk_Herzliya_Conference_020409.pdf.
36. KRISTO, M. J. et al., *Model Action Plan for Nuclear Forensics and Nuclear Attribution*, UCRL-TR-202675, Livermore, Californie : Lawrence Livermore National Laboratories, 2004, <https://e-reports-ext.llnl.gov/pdf/305453.pdf>.
37. SANGER, David E. et SHANKER, Thom, « US Debates Deterrence for Nuclear Terrorism », *New York Times*, 8 mai 2007, <http://www.nytimes.com/2007/05/08/washington/08nuke.html?ref=world>.
38. « *Remarks by the National Security Advisor, Stephen Hadley, to the Center for International Security and Cooperation* », Stanford University, 8 février 2008, <http://georgewbush-whitehouse.archives.gov/news/releases/2008/02/20080211-6.html>. En octobre de la même année, le secrétaire à la Défense, Robert Gates, qui continua à occuper ce poste dans le gouvernement Obama, déclara également devant le *Carnegie Endowment for International Peace* que « les États-Unis tiendront tout état, groupe terroriste ou autre acteur non étatique ou individu pour entièrement responsable en cas de soutien ou d'encouragement d'efforts terroristes en vue d'obtenir ou d'utiliser des armes de destruction massive, que ce soit en favorisant ou finançant de tels efforts, ou en leur offrant une assistance technique ou un refuge ». Cité dans SHANKER, Thom, « Gates Gives Rationale for Expanded Deterrence », *New York Times*, 29 octobre 2008, <http://www.nytimes.com/2008/10/29/washington/29gates.html>.
39. LEVI, Michael, *Detering State Sponsorship of Nuclear Terrorism*, Council on Foreign Relations Special Report n° 39, Washington : Council on Foreign Relations, septembre 2008, p. 8, http://www.cfr.org/content/publications/attachments/Nuclear_Deterrence_CSR39.pdf.
40. LEWIS, John W. et XUE, Litai, *China Builds the Bomb*, Stanford, Californie : Stanford University Press, 1988, pp. 13–14. Il déclara plus tard que son intention était de « faire comprendre aux autorités communistes que, en l'absence de progrès satisfaisant, nous avions l'intention d'agir de façon décisive et sans inhibition dans le domaine de l'emploi de nos armements, et qu'il ne nous incomberait plus de limiter les hostilités à la péninsule coréenne ». EISENHOWER, Dwight D., *The White House Years: Mandate for Change, 1953–1956*, Londres : Heinemann Press, 1963, p. 181.
41. LEWIS et XUE, *China Builds the Bomb*, p. 25.
42. SOKOLSKI, *Taming the Next Set of Strategic Weapons Threats*, Carlisle, Pennsylvanie : Strategic Studies Institute, US Army War College, 2006, p. 30. Sokolski fait également remarquer que, en plus de dissuader une invasion préemptive, les moyens nucléaires présumés de Pyongyang conduisirent en fait à des offres d'avantages économiques et de sécurité. Les déclarations de certains responsables iraniens indiquent que l'Iran aspire à imiter une telle situation diplomatique. Par exemple, le porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Hamid Reza Asefi, a déclaré que « nous sommes prêts à discuter et à négocier mais nous avons besoin de connaître les avantages qu'en tirerait la République Islamique ». *Id.*, p. 57.
43. Lewis LEWIS et XUE, *China Builds the Bomb*, p. 36.
44. KANE, Chen, « Nuclear Decision-Making in Iran: A Rare Glimpse », *Middle East Brief n° 5*, Crown Center for Middle East Studies, Brandeis University, mai 2006, p. 3, <http://www.brandeis.edu/crown/publications/meb/MEB5.pdf>.
45. *Id.*
46. JOHNSON, Robert H., *A Chinese Communist Nuclear Detonation and Nuclear Capability: Major Conclusions and Key Issues*, rapport préparé par le Comité de formulation des politiques du département d'État, 15 octobre 1963, déclassifié le 28 novembre 1997, <http://www.gwu.edu/~nsarchiv/NSAEBB/NSAEBB38/document10.pdf>.
47. WANG, Chi, « China's Nuclear Programs and Policies », *Bulletin of Atomic Scientists*, mars 1983, p. 18.
48. « Khamenei: Nuclear Bombs Illegal and Harem » [sic], *Islam Times*, 20 février 2010, <http://www.islamtimes.org/vdcdt39x.ak9zw4j5ra.html>.
49. JOHNSON, Lyndon B., « *Statement by the President on the First Chinese Nuclear Device* », 16 octobre 1964, <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/index.php?pid=26615>.
50. Les États-Unis et la Chine entamèrent en 1969 un dialogue qui était devenu en 1972 une « alliance anti-soviétique » tacite.

Visitez notre site web

http://www.au.af.mil/au/afri/aspj/apjinternational/aspj_f/Index_F.asp